**Lettre ouverte à Eric Zemmour et Marine Le Pen**  
Madame, Monsieur,

Vous êtes candidats à l’élection présidentielle de 2022. Vous êtes l’un et l’autre soucieux du niveau de vie des Français. Force est de reconnaître que vous ne proposez rien de déterminant à cet égard.  
  
J’apporte au débat un document qui devrait vous éclairer. Il s’agit d’un extrait du programme de Jean-Marie Le Pen pour l’élection présidentielle de 1988. Ce programme avait été publié sous la forme originale d’un passeport, et était précisément intitulé « Passeport pour la victoire ».  
  
Voici ce que proposait Jean-Marie Le Pen pour la Sécurité sociale :

«  Chaque salarié français (ou communautaire) devrait recevoir la totalité de son salaire, avec obligation de s’assurer à une caisse de son choix : SS, mutuelle ou compagnie d’assurance, la solidarité nationale devant prendre en charge les exclus de la vie économique (chômeurs) et assurer une véritable politique familiale pour les Français et les originaires de la CEE. »  
  
Cette proposition est devenue en 2002 la loi française, par transposition des directives européennes (votées par la France) de 1992.  
  
C’est dire qu’il n’y a aucune difficulté à l’appliquer, sauf la « tyrannie du statu quo » ou, si vous préférez, le culte des vaches sacrées, qu’on pratique en France encore plus qu’en Inde.  
  
L’enjeu est vital pour les salariés et non-salariés français. Il y a dans notre pays plus de 20 millions de personnes qui ne s’en sortent plus et qui ont un besoin vital d’une augmentation substantielle de leur pouvoir d’achat. J’ai posé, lors d’un récent débat au Figaro, la question suivante à Marcel Gauchet, un des penseurs les plus influents de notre époque : « Pensez-vous qu’un régime politique puisse durablement survivre avec autant de personnes qui ne s’en sortent plus et qui sont de fait exclues de la communauté nationale ? » Il m’a souri et a simplement répondu : « Non ».  
  
Toutes les simulations effectuées démontrent que le salaire complet aboutit à une augmentation de 30 % du salaire net et que cette extraordinaire planche de salut ne crée ni déficit ni endettement des finances publiques.   
  
Il vous appartient, Madame, Monsieur, de « prendre vos résolutions », comme le disait le général de Gaulle. N’oubliez pas que, lorsque nous disons tous ensemble « Vive la France », cela veut dire aussi qu’il faut que vivent les Français. Vous avez le moyen de réaliser cette noble ambition.  
  
Claude Reichman